

Syrie :

Nouvelle reculade de l'Occident : Bachar al-Assad pourrait rester au pouvoir...

Médiarama

mercredi 18 décembre 2013, par [Comité Valmy](#)



Marche arrière de l'Occident : Assad pourrait rester

L'Occident avait placé la barre très haut dans le dossier syrien, ne réclamant pas moins que le renversement du régime et de son président Bachar al-Assad, et utilisant tous les moyens dont il dispose pour cela –à part l'intervention militaire directe à cause des nouveaux rapports de internationaux qui le lui interdisent. Mais depuis quelques semaines, il s'est résigné, bon gré mal gré, à accepter que ses objectifs ne sont pas réalistes et a revu à la baisse sa liste de demandes. Celle-ci se réduit de jour en jour et certains experts n'écartent pas la possibilité de voir les pays occidentaux, dont beaucoup ont repris contact avec les autorités syriennes (selon les révélations des agences et de la presse internationales), prôner une alliance avec le régime de Damas contre le danger du terrorisme que personne ne peut plus nier.

Comme pour préparer ce scénario, l'Occident a fait marche arrière sur une de ses principales demandes : le départ du président Assad. En effet, l'agence de presse britannique Reuters rapporte ce mercredi, citant des responsables de la Coalition nationale syrienne (CNS), que les pays occidentaux, invoquant le « risque islamiste en Syrie », ont prévenu l'opposition syrienne que les pourparlers de paix prévus en janvier à Montreux, en Suisse, dans le cadre de la Conférence Genève 2, pourraient ne pas conduire à la mise à l'écart du chef de l'Etat syrien.

Inquiètes de l'influence croissante des islamistes radicaux au sein de la rébellion, en particulier de ceux affiliés à Al-Qaïda, les capitales occidentales ont en outre averti que la minorité alaouite dont est issu le président syrien conserverait un rôle de premier plan dans un éventuel pouvoir de transition, ceci en raison du contrôle qu'elle exerce sur l'appareil de sécurité.

Reuters précise que « ce message a été transmis à des dirigeants de la CNS la semaine dernière à Londres lors d'une réunion des Amis de la Syrie, instance informelle regroupant des pays occidentaux et arabes, ainsi que la Turquie ». « Nos amis occidentaux ont clairement dit à Londres qu'on ne pouvait pas laisser Assad partir maintenant parce qu'ils pensent que cela déboucherait sur du chaos et une prise de contrôle par les activistes islamistes », a dit à Reuters un membre éminent de la CNS, proche de responsables saoudiens. Evoquant la possibilité que le régime de Bachar al-Assad organise une élection présidentielle à l'expiration officielle du mandat du président en 2014, ce même dirigeant de la CNS a ajouté : « Certains ne semblent même pas se soucier du fait qu'il puisse se représenter l'année prochaine, en oubliant qu'il a gazé son propre peuple. »

Reuters ajoute que « cette évolution traduit un changement de priorités des pays occidentaux, en particulier des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, aux yeux desquels la lutte contre l'expansion de l'islamisme radical au Proche-Orient l'emporte désormais sur la volonté d'un changement de régime à Damas ».

On assiste donc à un véritable mélange des cartes dans le conflit syrien, qui pourrait être marqué par des tensions entre les différentes puissances soutenant les rebelles et conduire à un rapprochement avec la Russie, qui s'est constamment opposée au Conseil de sécurité de l'Onu à toutes les tentatives diplomatiques de mise à l'écart de Bachar al-Assad.

Citant un membre de l'opposition syrienne en contact avec des responsables américains, Reuters indique que « les Etats-Unis et la Russie semblent travailler de concert à la définition d'un cadre pour la période de transition ». « Ce plan permettrait aux alaouites de conserver leur prééminence au sein de l'armée et de l'appareil de sécurité, ce qui les préserverait d'éventuelles représailles et favoriserait la création d'un front uni contre Al-Qaïda avec l'intégration de brigades rebelles modérées au sein d'une armée réformée ».

18 décembre 2013

